



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



4958

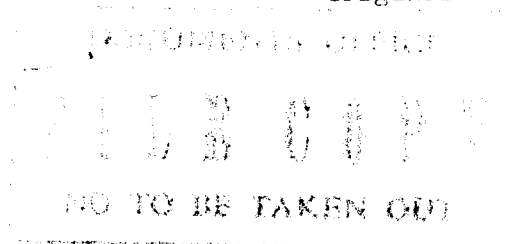
Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.9/21

5 avril 1983

FRANCAIS

Original : ANGLAIS



COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
REUNIONS DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE
Quatrième réunion du Comité technique
préparatoire plénier
Addis-Abeba (Ethiopie), 14-22 avril 1983

Point 5 b) de l'ordre du jour provisoire

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
REUNIONS DU VINGT-CINQUIEME ANNIVERSAIRE
Dix-huitième session de la Commission et
neuvième réunion de la Conférence
des ministres de la Commission
Addis-Abeba (Ethiopie), 27 avril - 3 mai 1983
Point 12 A, b) de l'ordre du jour provisoire

PARTICIPATION DES INSTITUTIONS PARRAINEES PAR LA CEA A LA
MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE LAGOS ET DE L'ACTE
FINAL DE LAGOS

Résumé*

* Le présent résumé constitue le document principal pour l'examen de ce point de l'ordre du jour.

INTRODUCTION

1. Le Plan d'action de Lagos souligne l'importance du rôle que les institutions intergouvernementales africaines ont à jouer en vue "d'aider les pays africains à développer collectivement les moyens et infrastructures indispensables pour assurer leur développement économique et social". Les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont ainsi reconnu l'ampleur des efforts déployés par la CEA, efforts ayant permis la mise en place de plus de 30 institutions intergouvernementales africaines qui se sont révélées être efficaces et dont les travaux et les services permettent de combler des lacunes de toutes sortes dues au manque ou à l'insuffisance de ressources à l'échelle nationale.
2. En vue de renforcer le rôle des institutions dans la mise en oeuvre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos, la Commission a, peu après l'adoption du Plan et de l'Acte final, examiné les divers moyens par lesquels ces institutions pourraient contribuer de façon efficace à cette mise en oeuvre; il a alors été décidé de prendre avant toute chose l'avis des institutions mêmes. A cet effet, la Conférence inaugurale des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA s'est tenue en décembre 1980 pour débattre, entre autres, de la façon dont ces institutions pourraient s'attacher à l'exécution efficace des recommandations du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos. Il fut alors décidé d'élaborer pour les institutions en question, un programme de travail d'ensemble pour la période biennale 1982-1983 afin de répondre aux exigences du Plan, programme qui devait être approuvé par les organes de décision de ces institutions et soumis à la huitième réunion de la Conférence des ministres de la CEA en 1982. Ladite Conférence a, par sa résolution 451(XVII), exprimé notamment "sa gratitude aux conseils d'administration ou aux organes correspondants de ces institutions d'avoir veillé à ce que les programmes de travail et ordres de priorité de leurs institutions soient conformes au Plan d'action de Lagos".
3. La Conférence des chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales parrainées par la CEA doit dorénavant se réunir chaque année. La présente étude, qui se fonde sur des renseignements fournis par certaines des institutions parrainées par la CEA, se propose d'exposer la contribution de chacune des institutions à la mise en oeuvre du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos, conformément au désir exprimé par la Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine.

I. BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT
ET NIGERIA TRUST FUND (Groupe de la BAD)

Production et sécurité alimentaire

4. Pour répondre aux recommandations du Plan d'action de Lagos et aux initiatives du Conseil mondial de l'alimentation, le Groupe de la BAD a établi des **contacts** avec les gouvernements du Botswana, du Libéria et de Madagascar en vue de l'élaboration par ces pays, de stratégies et de plans en matière de production alimentaire pour la période 1982-1985 compatibles avec les priorités respectives de ces pays. Le Groupe de la BAD se chargera, en tant qu'organisme chef de file, de fournir, au titre de l'assistance technique, les services d'un consultant pour mener cette étude conjointement avec l'équipe de la BAD. Il est prévu qu'un rapport à ce sujet, comprenant

les recommandations du Groupe, sera prêt avant la fin de l'année 1983. Outre ce projet relatif aux stratégies alimentaires nationales, le Groupe a approuvé, pour la période 1980-1982, l'allocation de crédits d'une valeur de 340,12 millions d'unités de compte pour 35 projets de mise en valeur agricole et rurale directement liés à la production alimentaire des pays suivants : Botswana, Burundi, Comores, Congo, Gambie, Guinée, Lesotho, Libéria, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Togo, Zambie et Zimbabwe. Pour la même période, le Groupe de la BAD a approuvé 13 projets ayant trait à l'énergie pour les pays suivants : Bénin, Botswana, Burundi, Egypte, Gabon, Guinée, Malawi, Maroc, Niger, République-Unie de Tanzanie, Swaziland et Tunisie. Par ailleurs, une étude spécifique a été entreprise en vue de déterminer l'importance des problèmes énergétiques dans quatre pays membres choisis à cet effet : le Botswana, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Mali. Le Groupe de la BAD a également entrepris deux études techniques dont le coût s'élève à 1,12 millions d'unités de compte et a lancé des projets relatifs à l'exportation de thé et de café.

Ressources naturelles et énergie

5. L'étude sur les ressources naturelles et l'énergie porte particulièrement sur le développement des sources d'énergie nouvelles et renouvelables pour ceux des pays où la pénurie atteint un seuil critique. Cet optique se traduira certainement par un renforcement des stratégies de mise en valeur rurale, notamment en ce qui concerne l'exploitation des ressources forestières et de la biomasse.

Mise en valeur des ressources humaines

6. En ce qui concerne la mise en valeur des ressources humaines, le Groupe de la BAD déploie ses efforts en trois directions. En premier lieu, le Groupe effectue des transferts directs de ressources sous forme de prêts et de prises de participation à des projets de développement dont l'exécution contribuera à la mise en valeur des ressources humaines des pays bénéficiaires. En second lieu, le Groupe organise, à son centre de formation, des cours ayant trait à l'identification, à l'analyse et à l'exécution de projets, cours destinés au personnel des organismes étatiques et para-étatiques. De même, lors de l'élaboration des projets, le Groupe exige qu'on procède obligatoirement à la formation de personnel local de contrepartie lorsqu'on recrute du personnel expatrié. La création d'institutions est toujours l'un des éléments majeurs des projets du Groupe. En troisième lieu, le Groupe finance directement la mise en place de services d'éducation technique, ainsi que le montre l'adoption de deux projets en 1982, l'un pour la République-Unie du Cameroun et l'autre pour le Mali.

Transports et communications

7. Le Groupe de la BAD a élaboré toute une série de projets en fonction du programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1978-1988). Il prend également part à l'exécution du programme sous-régional de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe et a identifié un certain nombre de projets à cet égard. Le programme élargi du réseau panafricain de télécommunications (PANAFTEL) fait partie intégrante de l'accord de coopération entre le Groupe de la BAD et PANAFTEL.

Questions commerciales et financières

8. Dans le Plan d'action de Lagos, il était expressément demandé au Groupe de la BAD de prêter attention à ces deux secteurs. Le Groupe n'a qu'une expérience très limitée des questions commerciales. Il a indirectement suivi, par l'intermédiaire de la CNUCED, les discussions relatives aux produits de base et a, de temps à autre, donné son avis sur cette question. La possibilité de financer certains des besoins en matière d'exportation et, jusqu'à un certain point, d'importation, au moyen de prêts d'aménagement de structures au cours du deuxième cycle de programmation du Groupe de la BAD (1982-1986) est actuellement à l'étude. Dans le Plan d'action de Lagos, il était également proposé que le Groupe, le Centre africain d'études monétaires et l'Association des banques centrales africaines élaborent, en 1982, un document relatif aux mesures à prendre, d'ici à l'an 2000, pour la mise en place d'une union monétaire africaine. Cette question est aussi à l'étude.

Pays les moins avancés

9. Plus de 40 p. 100 des ressources du Groupe de la BAD sont consacrées aux efforts de développement des pays les moins avancés (PMA). C'est là une contribution très élevée, étant donné les problèmes de capacité d'absorption de la majorité, sinon de la totalité, de ces pays. Le Fonds africain de développement et le Nigeria Trust Fund ont fait porter leurs efforts sur les PMA. Le programme pour la période 1982-1986 prévoit l'examen des priorités pour les PMA définies à Paris (alimentation, agriculture, énergie et transformation structurelle telles qu'identifiées par le Nouveau programme substantiel d'action).

II. ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES

10. Le Conseil des gouverneurs de l'Association des banques centrales africaines (ABCA), qui se réunit tous les deux ans, et les quatre comités sous-régionaux, qui se réunissent annuellement, débattent entre autres, de l'orientation de la coopération monétaire et financière en Afrique et des contributions éventuelles de l'ABCA et de sa filiale, le Centre africain d'études monétaires. Toutefois, dans l'ensemble, la participation de l'ABCA et de ses quatre comités sous-régionaux à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos s'effectue dans le cadre du programme de travail du Centre africain d'études monétaires, et notamment, par la participation à des conférences, par l'organisation de séminaires et de colloques ainsi que par l'exécution de projets de recherche. Outre les réunions de l'ABCA, le Centre a participé à trois conférences où ont été débattues des questions directement ou indirectement liées à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos :

- a) Réunion du Groupe d'experts chargé d'examiner la création d'une banque de commerce extérieur et d'investissement des pays ACP (Bruxelles, 22-25 juin 1981);
- b) Réunion préparatoire des secrétariats devant coopérer à la création d'un fonds monétaire africain (Addis-Abeba, 5-9 avril 1982);
- c) Première réunion du Groupe intergouvernemental d'experts des ministères des finances et des banques centrales de la région africaine sur la création d'un fonds monétaire africain (Addis-Abeba, 4-7 octobre 1981).

11. Au cours de la période 1981-1982, le Centre africain d'études monétaires a entrepris les projets suivants qui sont indirectement liés à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos :

- a) Une étude sur l'harmonisation de la législation du contrôle des changes en vigueur dans les sous-régions de l'Afrique du Centre et de l'Afrique du Nord (ces deux études sont analogues à celles qui ont été entreprises pour les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest d'une part, et de l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, de l'autre);
- b) Une étude de faisabilité sur la création d'une banque de commerce extérieur et d'investissement des Etats membres de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (étude entreprise en collaboration avec la CEA et la BAD.

12. L'ABCA a approuvé, à la réunion du Conseil des gouverneurs qui s'est tenue à Addis-Abeba en août 1981, huit projets de recherche dans le cadre du programme de travail actuel du Centre africain d'études monétaires, parmi lesquels les projets suivants sont directement liés à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos :

- a) La création d'un fonds monétaire africain;
- b) La création d'une banque de commerce extérieur et d'investissement des pays ACP;
- c) La création d'un fonds africain de garantie mutuelle et de solidarité.

13. Les deux premières études ont été lancées en 1982 et seront publiées dès que les travaux seront achevés. La troisième de ces études est prévue mais n'a pas encore débuté.

14. Au cours de la période 1981-1982, le Centre a organisé quatre séminaires et un colloque ayant trait à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos et notamment au financement du développement en Afrique, aux problèmes de la balance des paiements entre les pays africains, au fonds monétaire africain et au rôle de la coopération monétaire entre pays africains.

III. CENTRE REGIONAL DE FORMATION AUX TECHNIQUES DES LEVES AERIENS

15. Depuis sa mise en fonctionnement en 1972, le Centre régional de formation aux techniques des levés aériens a, dans le cadre de ses cours bilingues, formé 217 opérateurs et techniciens en photogrammétrie, originaires de 20 pays africains, dont certains sont maintenant chefs des sections de photogrammétrie des départements des levés de leur pays. En outre, et afin de promouvoir l'échange de données d'expérience en matière d'enseignement des techniques des levés aériens, le Centre a organisé, du 15 au 18 août 1982, une conférence régionale sur la formation à la photogrammétrie et à la télédétection. Les trente-huit participants à cette conférence

étaient des ressortissants du Nigéria, du Bénin, du Ghana, de la Côte d'Ivoire, du Canada et des Etats-Unis d'Amérique. Par ailleurs, un séminaire sur l'importance des levés aériens pour le développement national, réunissant 30 experts du Nigéria, du Bénin, du Ghana, de la Côte d'Ivoire, du Canada, de la Suisse, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Inde, s'est tenu du 18 au 22 août 1982.

16. En outre, le Centre a lancé un programme de développement quinquennal approuvé par son conseil d'administration. Ce programme prévoit de dispenser des cours dans les matières suivantes :

- Photo-interprétation;
- Photogrammétrie (cours supérieur);
- Cartographie;
- Télédétection.

Ce programme de développement quinquennal débutera très prochainement par le cours de photo-interprétation.

IV. CENTRE REGIONAL DE SERVICES SPECIALISES DANS LE DOMAINE DES LEVES, DES CARTES ET DE LA TELEDETECTION

17. L'objectif principal du Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection est de fournir des services spécialisés en matière de cartographie et de télédétection, domaines essentiels à l'inventaire, à l'analyse et à la planification de la mise en valeur des ressources naturelles. En coopération avec la CEA, le Centre a participé à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos principalement dans les domaines suivants :

Transfert de technologie

18. Plus de 450 Africains originaires de 23 Etats membres ont pris part aux cours de formation, séminaires et ateliers organisés, depuis 1979, par le Centre. Le but principal était de faire connaître aux hommes de science et aux techniciens les techniques de pointe en matière de cartographie et de télédétection et leurs applications à la mise en valeur des ressources naturelles, au contrôle de l'environnement, à la prévision relative aux récoltes et à la prévention des catastrophes naturelles. L'importance de ces techniques se fait déjà sentir dans de nombreux pays. On peut donc dire qu'il existe maintenant, dans chacun des 23 Etats membres, une infrastructure de base permettant l'application des techniques de pointe en matière de cartographie et de télédétection.

Services techniques

19. Le Centre a, selon le principe de l'autonomie collective, offert des services techniques, particulièrement en ce qui concerne le matériel optique et électronique nécessaire pour les levés. Au cours des deux dernières années, il a entretenu et réparé 1 500 appareils optiques et 200 appareils électroniques, économisant ainsi des devises pour une valeur approximative de 3 millions de dollars. Les principaux bénéficiaires de ces services ont été le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie, le Swaziland, le Lesotho, le Rwanda et le Burundi.

Inventaire des ressources naturelles

20. Outre les services fournis en matière de transfert de technologie, le Centre a transmis aux Etats membres des données de base, sous forme de photographies par satellite, leur permettant de procéder à l'inventaire de leurs ressources naturelles. C'est ainsi que 2 500 photographies ont été distribuées, à leur demande, aux Etats membres. Le Centre a également lancé, en 1980, un programme visant à aider les Etats membres à améliorer la qualité de leurs cartes et à les mettre à jour par l'utilisation de techniques photographiques.

Programme de télédétection

21. Le Centre a pris une part active à l'exécution du Programme africain de télédétection. Le Centre a non seulement fourni des services de formation pour les usagers, mais a également servi de secrétariat au comité de gestion régional du Conseil africain de télédétection pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Des mesures ont été prises pour la mise en place d'une station au sol de réception et de traitement dépendant du Centre et dont la portée s'étendra à la sous-région d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

V. CENTRE REGIONAL DE TELEDETECTION DE OUAGADOUGOU

22. La mise en place du Centre régional de télédétection de Ouagadougou (CRTO) et les objectifs de ce Centre sont conformes aux paragraphes 3 (iii) et 3 (iv) (f) et (g) du Plan d'action de Lagos, et, particulièrement, des paragraphes 76, 77 et 78 qui traitent de l'évaluation du potentiel des ressources naturelles par la mise en commun des ressources humaines, financières et matérielles et des études sur les besoins des Etats membres. Les tâches assignées au CRTO tiennent compte des préoccupations exprimées dans le Plan.

Formation

23. Depuis juillet 1978, le CRTO a formé aux techniques de télédétection plus de 130 personnes originaires de 20 pays africains. Malheureusement, les Etats membres ne lui apportent pas leur plein appui; des efforts importants devront être accomplis en ce sens, afin qu'il dispose des ressources appropriées. Si toutes les mesures nécessaires sont prises, le CRTO devrait pouvoir, dès 1984, se charger annuellement de la formation de 90 étudiants débutants et de 45 étudiants pour les cours d'application.

Assistance aux usagers

24. Le CRTO a publié des rapports sur 50 projets menés en coopération avec les organisations nationales ou régionales. Ces travaux seront plus importants si les Etats membres apportent leur soutien au Centre.

Recueil, traitement, stockage et diffusion des données

25. Une station destinée à recueillir des données émises par le LANDSAT et par des satellites SPOT et météorologiques tels que METEOSAT, NOAA et TRIOS sera mise sur pied en 1984-1985. La diffusion des données recueillies permettra aux Etats membres de bénéficier des transferts de technologie et de mener des travaux de recherche relatifs aux ressources naturelles comme prévu dans le Plan d'action de Lagos.

Financement

26. Le CRTO reçoit un soutien financier des Etats membres du Comité de gestion régional du CRTO ainsi que de sources extérieures telles que l'Agence canadienne de développement international, le Fonds d'aide et de coopération (France), la GTZ (République fédérale d'Allemagne) et l'Agence internationale pour le développement (Etats-Unis d'Amérique). Le Comité de gestion régional devrait tendre vers l'auto-suffisance et n'utiliser les contributions externes que de façon complémentaire, ainsi qu'il est recommandé au paragraphe 14 (III) du Plan d'action de Lagos.

VI. CENTRE REGIONAL AFRICAIN POUR L'ENERGIE SOLAIRE

27. Le Centre régional africain pour l'énergie solaire (CRAES) n'a été officiellement créé que le 13 mai 1982 à la réunion inaugurale de son Conseil. Sa mise en place répond aux recommandations énoncées dans le Plan d'action de Lagos en ce domaine : "intensification des recherches relatives à la transformation de l'énergie solaire en énergie mécanique ou électrique; étude des possibilités de dispositifs de chauffage solaire et de distillation solaire des eaux salées; création et mise au point d'instruments pour mesurer la radiation solaire et construction de stations modernes; création d'un mécanisme sous-régional et régional pour la coopération et la coordination des activités concernant l'énergie solaire en Afrique".

28. Le CRAES n'a pu, jusqu'à présent, qu'adopter les principes généraux et les politiques d'ensemble régissant ses activités ainsi que le programme relatif à sa mise en place effective. Le lieu de son siège n'a pas encore été déterminé.

VII. CENTRE POUR LA MISE EN VALEUR DES RESSOURCES MINERALES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE

29. Dans le but d'approfondir la connaissance que l'on a des ressources minérales africaines par l'inventaire effectif des ressources identifiées et potentielles, par une meilleure prévision des modèles de consommation et par la recherche orientée vers l'utilisation rationnelle des ressources identifiées, le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a entrepris, pour certains de ses Etats membres, les activités suivantes :

- a) Prestation de services de consultants pour le minerai de fer de Liganda destiné à la sidérurgie, utilisé avec le charbon provenant du gisement attenant (République-Unie du Tanzanie);
- b) Evaluation des ressources de la mine de cuivre de Kilembe (Ouganda);
- c) Evaluation des ressources potentielles en cuivre et en zinc de la région d'Asmara et programme de prospection (Ethiopie);
- d) Inventaire et recueil des données de base relatives aux ressources en minéraux industriels (Ethiopie, République-Unie du Tanzanie, Ouganda);
- e) Evaluation du potentiel en métaux communs dans la région de Katta (Wollega central, Ethiopie);

- f) Evaluation de la minéralisation de l'étain, du tungstène, du niobium-tantale et béryl (région sud-ouest de l'Ouganda);
- g) Evaluation des possibilités d'utilisation du sable de la zone côtière (République-Unie de Tanzanie);
- h) Evaluation du potentiel en diatomite à Abiata dans la région des lacs, en Ethiopie;
- i) Evaluation des ressources minérales des régions de Mpanda, Karema et Chisi (République-Unie de Tanzanie);
- j) Evaluation du potentiel de la ceinture verte dans les terrains aurifères du lac Victoria (République-Unie de Tanzanie);
- k) Travaux de suivi, au sol, des levés géophysiques aériens relatifs aux gisements de kimberlite (République-Unie de Tanzanie);
- l) Etude préliminaire de la structure en anneaux de Monapo, par des méthodes faisant appel à la géochimie (Mozambique);
- m) Mise à jour de certains des aspects de l'étude de faisabilité relative au gisement de cuivre de Debarwa (Ethiopie);
- n) Etude des éléments nécessaires à la création d'un laboratoire de préparation des minerais (Ethiopie);
- o) Etude de préfaisabilité sur le filon aurifère de Magamba, dans la région de Mpanda (République-Unie de Tanzanie).

30. Conformément aux recommandations du Plan d'action de Lagos, le Centre aide les Etats membres à renforcer l'infrastructure de leurs départements de prospection géologique et des mines et à promouvoir l'utilisation de méthodes et techniques de pointe. A cet égard, les équipements géophysiques du Centre sont utilisés de façon intensive pour la prospection en République-Unie de Tanzanie. L'Ethiopie et le Mozambique ont également demandé à bénéficier de ces services.

31. Il est recommandé, dans le Plan d'action de Lagos, de coordonner, à l'échelle régionale et sous-régionale, les programmes nationaux de recherche géologique et de prospection minière. A cet égard, le Centre a, pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, entrepris les activités suivantes :

- a) Evaluation de la minéralisation de l'étain, du tungstène, du niobium-tantale et du béryl dans le sud-ouest de l'Ouganda et le nord-ouest de la République-Unie de Tanzanie;
- b) Etude de la minéralisation de l'or dans les ceintures vertes du nord de la République-Unie de Tanzanie, de l'ouest du Kenya et de l'est de l'Ouganda : recueil de données, élaboration de cartes et missions sur le terrain. L'étude relative à la ceinture verte de la République-Unie de Tanzanie a été achevée. De même, une mission sur le terrain s'est rendue au Kenya et une autre mission est prévue en Ouganda;

- c) Le spectrophotomètre d'absorption atomique récemment acquis par le Centre a déjà été utilisé pour l'analyse et les Etats membres ont été invités à en faire usage.

32. Il est recommandé, dans le Plan d'action de Lagos, de former, dans toutes les branches de la mise en valeur des ressources minérales, du personnel africain hautement qualifié ainsi que des techniciens africains de niveau intermédiaire en vue de pallier la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée et de réduire la dépendance par rapport aux compétences et aux services spécialisés extérieurs. C'est ainsi que le Centre s'occupe, entre autres, de formation et organise, dans des domaines spécifiques de la mise en valeur des ressources minérales, les cours de brève durée, les programmes de formation en cours d'emploi, les séminaires et les ateliers suivants :

a) Cours de brève durée

- i) Le Centre a accordé des bourses de perfectionnement à quatre spécialistes des sciences de la terre, ressortissants des Etats membres de la sous-région, pour qu'ils participent à un cours de perfectionnement en économie minière d'une durée d'un mois;
- ii) Le Centre, en collaboration avec l'Union géodésique et géophysique internationale, l'Institute for International Resources development, l'UNESCO et la CEA, organise un cours de formation portant sur les nouvelles méthodes de recueil, stockage et évaluation des données en matière de géologie, de géochimie et de ressources.

b) Séminaires, ateliers et colloques

Le Centre a organisé quatre ateliers nationaux de géochimie (République-Unie de Tanzanie, Mozambique, Ethiopie et Ouganda) et un atelier multinational de géochimie auquel ont participé 31 spécialistes des sciences de la terre venant de sept pays, ce qui a permis d'échanger des données et de promouvoir la coopération entre les pays de la sous-région dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales.

c) Formation en cours d'emploi

- i) Un spécialiste éthiopien des sciences de la terre a passé un mois et demi à Dodoma et y a participé à l'élaboration de cartes et au calcul des réserves en minerais des ressources potentielles de cuivre et de zinc de la région d'Asmara (Ethiopie);
- ii) Deux spécialistes tanzaniens des sciences de la terre ont passé six mois au Centre pour y recueillir des données sur les minéraux industriels de leur pays, sous la supervision des experts du Centre;
- iii) Le géophysicien du Centre a initié trois géophysiciens tanzaniens aux techniques spéciales faisant appel à du matériel à résistivité et à polarisation induite, ainsi qu'à l'interprétation des données recueillies sur le terrain;
- iv) L'expert en géochimie du Centre a formé des chimistes et des techniciens tanzaniens pour leur permettre d'installer et de faire fonctionner le spectrophotomètre d'absorption atomique.

33. En ce qui concerne le transfert de connaissances techniques, ainsi que l'échange de données scientifiques, techniques et économiques en matière de géologie, d'activités et d'économie minières entre les pays africains aussi bien qu'avec d'autres pays en développement, le Centre a entrepris les activités suivantes :

- a) Le Centre a pris une part active à l'établissement de la coupe transversale le long de la zone de plissement d'Ubende, à l'ouest de la République-Unie de Tanzanie, projet parrainé par l'UNESCO dans le cadre du programme de géologie au service du développement (Afrique précambrienne). Ce projet a réuni des spécialistes des sciences de la terre originaires de divers pays et appartenant à diverses institutions et a permis un transfert de connaissances techniques et des échanges d'idées;
- b) L'Institute for International Resources Development, avec lequel le Centre a établi de bonnes relations de travail, offrira à Dodoma (République-Unie de Tanzanie), en 1983, un cours sur le développement des petites exploitations minières;
- c) Le United States Geological Survey organisera, pour les experts du Centre, et au siège même du Centre, un cours de brève durée sur l'utilisation des mini-ordinateurs pour la mise en valeur des ressources minérales.

VIII. CENTRE REGIONAL AFRICAIN DE CONCEPTION ET DE FABRICATION TECHNIQUES

34. Dans le domaine de la conception, et pour répondre aux recommandations pertinentes du Plan d'action de Lagos, le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques s'emploie à concevoir et à fabriquer des produits d'usage courant, actuellement souvent importés; ce qui aura pour effet de promouvoir les entreprises locales. Il s'occupe actuellement de la conception de rizeries ainsi que de batteuses, d'outils agricoles et de remorques peu coûteuses. En outre, il procédera au désassemblage de modèles étrangers pour les adapter aux conditions africaines; il diffusera également, à l'intention de ses Etats membres, des renseignements relatifs aux technologies de conception et de fabrication. Il a déjà diffusé à ses Etats membres des informations techniques relatives à la conception des pièces de machines.

35. En ce qui concerne la formation, le Centre, après avoir évalué les besoins en formation de ses Etats membres, organise une formation en cours d'emploi pour le personnel de conception ainsi que des stages de formation pour les concepteurs et dessinateurs. Le premier de ces cours pour la formation d'ingénieurs mécaniciens en conception et fabrication de machines vient de se terminer; il est prévu d'en organiser de nouvelles sessions alternativement pour les Etats membres d'expression anglaise et ceux d'expression française.

36. Le Centre évaluera les installations de fabrication dont dispose chaque Etat membre et lancera des programmes pour leur amélioration; il mettra en place des ateliers d'entretien ou renforcera ceux qui existent déjà et encouragera l'accroissement de la production de pièces détachées. A cet égard, le Centre organisera au Caire, en 1983, une semaine d'étude visant à l'amélioration des centres nationaux de conception et de fabrication de biens d'équipement.

37. Le Centre mettra en place une banque de données et d'informations ayant trait aux biens d'équipement installés dans les divers pays africains ainsi qu'à la provenance de ce matériel. L'échange, entre les pays africains, de renseignements relatifs aux caractéristiques techniques et aux coûts d'exécution de projets industriels sera également encouragé.

38. Le Centre poursuivra sa coopération avec les institutions régionales, sous-régionales et nationales intéressées, notamment avec le Centre régional africain de technologie, l'Institut africain de formation et de recherches techniques, l'Organisation régionale africaine de normalisation, l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'ouest, le Conseil africain de l'arachide et les divers centres nationaux de recherche-développement.

39. L'infrastructure matérielle du Centre est actuellement en cours d'agrandissement. Le plan d'ensemble pour la construction du complexe qui abritera les locaux du Centre est achevé et les travaux d'architecture se poursuivent. Certaines des machines dont le Centre a besoin ont déjà été achetées et d'autres ont été offertes par le Gouvernement indien. Enfin, le recrutement de personnel se poursuit de façon satisfaisante.

IX. CENTRE REGIONAL AFRICAIN DE TECHNOLOGIE

40. Le premier programme de travail quinquennal du Centre régional africain de technologie (1981-1985) comporte les quatre sous-programmes suivants :

1. Promotion de technologies locales et autres actuellement utilisées dans le domaine alimentaire (production, transformation, emmagasinage et commercialisation);
2. Promotion des technologies locales et autres dans des secteurs prioritaires autres que le secteur de l'alimentation;
3. Prestation de services consultatifs à propos des problèmes de la technologie au service du développement;
4. Perfectionnement des compétences du Centre.

41. Les activités prévues dans le cadre de ces sous-programmes comportent des éléments qui se rapportent aux tâches prioritaires en matière de développement de la technologie identifiées dans le Plan d'action de Lagos. Les activités du Centre directement liées à ces tâches prioritaires concernent l'alimentation, l'énergie et le développement de l'infrastructure technologique à l'échelle nationale. Les projets du Centre en cours d'exécution sont les suivants :

- CT1. Promotion des technologies locales et autres dans le domaine de l'alimentation, et notamment réduction des pertes survenant après la récolte des produits alimentaires de base;
- CT2. Promotion des technologies locales et autres dans le domaine de l'énergie; et notamment en ce qui concerne la technologie de la biomasse;
- CT3. Développement de l'infrastructure technologique à l'échelle nationale.

42. Chacun de ces projets découle directement des sous-programmes 1, 2 et 3 du premier programme quinquennal du Centre.

43. Le projet CT1 a pour objectif la promotion et la mise au point de technologies dans le secteur de la production alimentaire, et notamment la réduction des pertes survenant après la récolte des produits alimentaires de base. Il répond donc directement au chapitre I du Plan d'action de Lagos, (alimentation et agriculture) et de façon plus générale aux chapitres II (industrie), IV (ressources humaines) et V (science et technologie). Le projet CT2 porte principalement sur la mise au point et la promotion de technologies visant à la production et à l'utilisation de la biomasse en tant que source d'énergie. Ce projet répond directement au chapitre XI du Plan d'action de Lagos (énergie) et de façon plus générale aux chapitres II, IV et V. Le projet CT3 comprend l'organisation de séminaires sur la mise au point et le transfert de technologies ainsi que la prestation de services consultatifs en matière d'élaboration des politiques de technologie, de planification et de création d'institutions. Les activités au titre de ce projet répondent particulièrement au chapitre V du Plan d'action de Lagos (science et technologie). L'élément "science et technologie" se retrouve dans toutes les activités définies dans le Plan d'action de Lagos. Les activités au titre du projet CT3 auront donc des conséquences sur les projets CT1 et CT2 ainsi que sur d'autres secteurs prioritaires définis dans le Plan.

44. On trouvera ci-après une description succincte montrant comment d'autres aspects concrets du programme de travail du Centre se rattachent à des chapitres précis du Plan d'action de Lagos.

45. Alimentation et agriculture : L'élément de projet CT1 concerne le chapitre I, notamment les paragraphes 21 à 29 relatifs aux pertes de produits alimentaires, à la sécurité alimentaire et à la production alimentaire ainsi que les paragraphes 38 à 41 qui traitent des services de vulgarisation et des services agricoles et les paragraphes 46 à 48 concernant la mise en application et le contrôle.

46. Industrie : Les éléments de projet du Centre relevant de ce secteur se rattachent au chapitre II, notamment au paragraphe 65 relatif à la formulation d'une stratégie industrielle visant à diminuer l'excessive dépendance de l'Afrique à l'égard des pays développés en matière de technologie, aux paragraphes 66 et 67 concernant l'augmentation de la part de l'Afrique dans la production industrielle mondiale dans certains secteurs, y compris celui de l'alimentation, ainsi que la création d'industries agro-alimentaires.

47. Mise en valeur des ressources humaines : Les activités du Centre dans ce domaine se rattachent au paragraphe 101 relatif aux programmes de formation en matière de développement et aux programmes de formation accélérée dans les domaines de l'agriculture, de l'intégration des femmes dans le processus de développement, et de la formation industrielle en cours d'emploi et autres modes pratiques de formation ainsi qu'aux paragraphes 112 et 113 concernant l'appui à fournir au programme élargi de formation et de bourses.

48. Energie : Les activités dans ce secteur se rattachent au chapitre XI, paragraphes 285 et 292 sur la mise en valeur de sources nouvelles et renouvelables d'énergie et paragraphe 294 (iv) et (v) sur les modalités d'application du plan énergétique régional.

49. Science et technologie : Ce domaine est le thème central du Programme de travail du Centre. En conséquence, le Chapitre V du Plan d'action de Lagos constitue le principal cadre de référence en ce qui concerne le développement et la conduite des activités dans les secteurs prioritaires du Centre, à savoir l'alimentation et l'énergie. Le Programme 6, paragraphe 169, et les éléments 6.1, 6.2 et 6.4 du chapitre V décrivent en détail les activités permettant de parvenir à l'autosuffisance en aliments de base grâce à la promotion et au développement de technologies appropriées ainsi que celles qui sont liées à la diffusion d'informations sur les technologies permettant d'économiser l'énergie et à la mise en valeur et à l'utilisation de sources nouvelles et renouvelables d'énergie. Les projets CT1 et CT2 visent essentiellement à répondre à ces objectifs. Les activités en matière d'élaboration et de planification des politiques technologiques destinées à promouvoir le développement et le transfert de technologies relèvent du projet CT3. Les activités au titre de ce projet comprennent notamment l'organisation d'une série de sessions d'étude sur le développement et le transfert de technologies qui se rattachent aux caractéristiques du programme 2, chapitre V, concernant la mise en valeur des ressources humaines dans le secteur de la science et de la technologie. Les sessions d'étude ont pour but de renforcer les capacités dans des domaines tels que le choix, l'acquisition et le transfert de technologies, la négociation de contrats, les droits de propriété industrielle et les mesures de réglementation. Il s'ensuit que ces activités concernent aussi le Programme 3, éléments 3.1, 3.2 et 3.3. L'une des activités parallèles du projet CT3 a trait à la fourniture de services consultatifs aux pays africains en matière de développement et de transfert de technologies et de mise en place d'infrastructures institutionnelles. Ces activités se rattachent directement à l'élément 1.1, paragraphes 126 et 128 (création de "Centres" nationaux de technologie) ainsi qu'au programme 3 relatif à l'élaboration et à la planification de politiques scientifiques et technologiques.

50. Les programmes du Centre sont en général destinés à promouvoir le développement rural en Afrique. A cet égard, les activités indiquées dans le programme de travail sont liées au Programme 4 qui concerne la mise en place, l'amélioration et le renforcement de capacités locales de production, en particulier dans les secteurs énergétique et alimentaire ainsi qu'au Programme 5 qui porte sur la promotion du développement rural.

51. La plupart des activités décrites dans le chapitre V exigeront des apports financiers accrus; le programme du Centre prévoit notamment que des études seront effectuées pour déterminer les sources possibles et les modalités satisfaisantes de financement du développement technologique et pour diffuser les résultats des études en question dans la région. Cette activité se rattache au Programme 7 (mobilisation de fonds pour la science et la technologie), à l'élément de programme 8.4 (financement régional) et au programme 9 (assistance financière et technique de sources internationales).

52. Le chapitre sur la science et la technologie du Plan d'action de Lagos reconnaît que la conduite fructueuse des activités envisagées reposera dans une large mesure sur les mesures qui seront prises au niveau national. Le programme de travail du Centre s'attache donc essentiellement à renforcer les capacités nationales afin de mener à bien les activités nécessaires grâce au soutien et à l'assistance qui seront fournis à ses pays membres. L'identification et le renforcement des aspects essentiels de la science et de la technologie nationales dans la région constituent les opérations préalables indispensables à la conduite des travaux du centre. Aussi celui-ci attache-

-t-il une importance considérable à l'identification des institutions nationales scientifiques et techniques afin non seulement de promouvoir ses propres activités, mais aussi de stimuler la coopération technique entre tous les pays de la région.

X. L'ORGANISATION AFRICAINE DE NORMALISATION (ORAN)

Alimentation et agriculture

53. Conformément aux paragraphes 21, 25, 29, 30 et 31 du chapitre I du Plan d'action de Lagos, un comité technique de l'ORAN pour l'agriculture et les produits alimentaires a été chargé de contribuer à réduire les pertes de produits alimentaires et à développer la production vivrière, l'élevage et la pêche grâce à la diffusion de normes régionales pertinentes concernant l'amélioration des facteurs de production, le stockage, la conservation et la transformation des produits agricoles et alimentaires.

Industrie

54. Pour contribuer à la réalisation des objectifs d'industrialisation de la région énumérés dans les paragraphes 66, 67 et 70 du Plan d'action de Lagos, sept comités techniques de l'ORAN ont été chargés de formuler des normes africaines régionales dans leur domaine respectif de compétence :

- Comité technique pour les normes générales et fondamentales;
- Comité technique pour l'agriculture et les produits alimentaires;
- Comité technique pour le bâtiment et le génie civil;
- Comité technique pour l'industrie mécanique et la métallurgie;
- Comité technique pour la chimie et le génie chimique;
- Comité technique pour l'électrotechnologie; et
- Comité technique pour les textiles.

Science et technologie

55. Conformément aux dispositions des paragraphes 127(VII), 172, 175 et 184 du Plan d'action de Lagos, l'ORAN a fourni des conseils, organisé la formation et continuera à aider les Etats membres à mettre en place et à développer leur système national de normalisation, de contrôle de la qualité, de certification et de métrologie grâce auquel ils pourront utiliser des normes et des mesures appropriées sur le plan national. L'Organisation pourra ainsi contribuer effectivement à mettre la science et la technologie au service du développement socio-économique de chaque Etat membre et de l'ensemble de la région ainsi que le souligne le paragraphe 189, chapitre V, du Plan d'action de Lagos.

Transport et communications

56. Pour promouvoir l'intégration et la coordination des infrastructures dans le domaine des transports et des communications en Afrique, ainsi qu'il est spécifié au paragraphe 207 du Plan d'action de Lagos, un comité technique de l'ORAN pour les transports et les communications a été chargé d'harmoniser les diverses réglementations nationales et de réduire les barrières techniques et non matérielles au mouvement des personnes et des biens en élaborant et en diffusant des normes africaines appropriées en matière de transport et de communications.

Echanges et financement

57. Conformément au paragraphe 259 (II) (j) du Plan d'action de Lagos, l'ORAN aide et continuera à aider les Etats membres à créer et à faire fonctionner des organismes viables au niveau national. En vertu du paragraphe 250 (II) (k) du Plan d'action de Lagos l'ORAN a déjà élaboré un programme prévoyant d'appliquer des normes africaines aux produits qui présentent un intérêt pour le commerce intra-africain, l'élaboration effective de ces normes devant commencer dans les premiers mois de 1983. L'ORAN procède actuellement aux travaux préparatoires à l'institution et au fonctionnement d'un système régional de certification qui aura pour objet de certifier et de promouvoir la qualité des produits africains ainsi que le stipule le paragraphe 250 (II) (i) du Plan d'action de Lagos.

Environnement et développement

58. Conformément au paragraphe 267 du Plan d'action de Lagos, l'ORAN a établi des contacts de travail avec les divers organismes des Nations Unies qui s'occupent des questions d'environnement et d'établissements humains afin de mettre au point des normes régionales appropriées dans les domaines suivants : lutte contre la pollution, qualité de l'air et de l'eau, assainissement et hygiène du milieu, surveillance et maintien d'un niveau de contrôle de la qualité globale de l'environnement.

Energie

59. En application des paragraphes 285, 291 et 292 du Plan d'action de Lagos, l'ORAN a chargé un comité technique pour l'électrotechnologie d'élaborer des normes régionales concernant la production, la distribution et l'utilisation de l'électricité en vue de promouvoir l'interconnexion des réseaux et de réduire le nombre des tensions existantes, tout en assurant la sécurité et la compatibilité des approvisionnements en énergie électrique de la région.

XI. INSTITUT AFRICAIN DE FORMATION ET DE RECHERCHE TECHNIQUES (AIHTTR)

60. Lorsqu'il a élaboré son programme de formation et de recherche, l'Institut a accordé une priorité particulière, en accord avec le Plan d'action de Lagos, à la mise en valeur de la plus importante des ressources humaines : la main-d'oeuvre scientifique et technique, y compris les enseignants de l'enseignement technique de tous les niveaux, mais surtout de ceux qui ne figurent pas au premier plan des préoccupations des programmes régionaux existants. A cette fin, des programmes de

formation novateurs pour les cadres moyens et supérieurs, mettant tous l'accent sur la nécessité de dispenser un enseignement pratique de façon à combler la principale lacune des cours techniques organisés dans la région, ont été conçus pour la première fois dans des domaines considérés comme la priorité des priorités par le Plan d'action, par exemple la mécanique agricole et la technologie alimentaire, la formation de formateurs techniques, les industries électro-mécaniques et la gestion de l'environnement.

61. Les programmes de l'Institut ont été établis jusqu'à présent en vue non de colloques de courte durée mais de sessions d'étude d'une durée moyenne (6 à 9 semaines au lieu de 1 à 3) de façon à tenir pleinement compte de leur objectif principal qui est d'améliorer, voire de susciter, des compétences techniques dans une technologie donnée. Ils ont aussi pour but de former des stagiaires capables de dispenser les mêmes cours dans leur pays et de rassembler une documentation et des matériaux spécialement conçus pour l'environnement socio-technologique de l'Afrique et se prêtant à un enseignement à plein temps conduisant à un diplôme ou à un degré. Deux cours importants de ce type ont été dispensés avec succès dans les disciplines suivantes :

- Enseignement axé sur la technologie, destiné aux formateurs dans le domaine de la technique; et
- Enseignement des techniques de mesure et de surveillance de l'environnement urbain, destiné aux techniciens, spécialistes et autres cadres.

Les stagiaires appartenaient à une bonne trentaine d'Etats membres de la CEA.

62. L'Institut, en menant à bien son programme de formation, a coopéré de façon étroite avec les institutions concernées parrainées par la CEA et, en particulier, avec l'ORAN. Un appui très efficace lui a été aussi fourni par des institutions spécialisées des Nations Unies (UNESCO et OMS) et par le groupe de coordination pour l'environnement de la CEA, l'ONUDI, le PNUE, l'Habitat et le Centre de télé-détection des Nations Unies. Par ailleurs, l'Institut a mené ou envisagé de mener à bien des projets de formation avec les organisations nationales ci-après : Instituts de recherche et de développement industriel, services de radiodiffusion, ateliers de construction mécanique des chemins de fer et des lignes aériennes.

63. Au cours de la période 1983-1985, l'Institut s'efforcera d'organiser plus souvent les sessions d'étude qui ont eu le plus de succès et de les intégrer dans les premiers cours à plein temps sanctionnés par un diplôme.

64. Enfin, il est probable que les enquêtes nationales et régionales sur les besoins en main-d'oeuvre technique qui sont prévues depuis un certain temps recevront enfin des organismes coopérateurs un soutien suffisant pour être lancées. Ces enquêtes permettent de connaître les raisons théoriques de la préférence donnée à un domaine de formation plutôt qu'à un autre et devraient en principe précéder l'enseignement d'une nouvelle discipline. L'Institut est prêt à entreprendre ces enquêtes dans le cadre de programmes régionaux ou nationaux en coopération avec les Etats membres intéressés.

XII. ORGANISATION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DES PAYS AFRICAINS ANGLOPHONES

65. Le programme élaboré par cette Organisation pour la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos comporte les tâches suivantes :

i) L'octroi d'une aide aux Etats membres :

- a) pour renforcer leur infrastructure en matière de propriété industrielle, y compris une aide technique pour l'entrée en application d'une législation actualisée dans le domaine de la propriété industrielle;
- b) pour la préparation et la mise en oeuvre de programmes de formation axés sur le développement, en vue de stimuler l'utilisation de la documentation sur les brevets aux fins d'information technologique;
- c) pour l'utilisation des brevets et des informations technologiques qu'ils contiennent en vue d'atteindre les objectifs de développement fixés.

ii) La prise de mesures en faveur :

- a) d'activités novatrices endogènes et l'établissement de liens entre les systèmes novateurs et les systèmes productifs à l'intérieur de la région; et
- b) de la coopération technique entre les Etats membres dans les domaines de l'information technologique et de la propriété industrielle.

iii) La fourniture d'une aide aux offices de la propriété industrielle des Etats membres en ce qui concerne :

- a) la mise en place d'un système de propriété industrielle dont la région est dépourvue jusqu'à présent et qui aurait les fonctions suivantes :
 - i) promouvoir et encourager la recherche sur le plan local et les activités nationales novatrices;
 - ii) fournir des informations aux niveaux national, régional et international.
- b) les tâches nouvelles résultant de l'introduction d'une législation moderne dans le secteur de l'industrie :
 - i) les demandes de brevet déposées auprès des offices nationaux des Etats membres pourraient leur être envoyées en vue d'une étude technique par l'Organisation et par son Centre d'information et de documentation sur les brevets. Sur la base des rapports établis à la suite de cette étude qui seront soumis par l'Organisation, les brevets seront accordés ou non par l'office national respectif;

- ii) au nom des États membres, l'Organisation pourrait être chargée, à titre temporaire et dans le cadre d'un traité de coopération dans le domaine des brevets, des fonctions incombant à la fois à un office destinataire et à un office responsable.
 - c) L'établissement ou le renforcement de liens avec les secteurs de développement appropriés et autres utilisateurs et utilisateurs potentiels d'informations sur les brevets au niveau national;
 - d) La création au niveau national de groupes consultatifs composés de représentants des secteurs de développement intéressés, des institutions de R-D, des universités, des services d'aménagement du territoire, des chambres de commerce, des associations de chefs d'entreprise et autres utilisateurs d'informations sur les brevets sur une base périodique; ces groupes offriront un cadre pour l'identification des besoins de développement dont la solution exige l'accès aux informations sur les brevets et au système de la propriété industrielle en général et l'utilisation de ces informations.
- iv) L'octroi d'une aide aux États membres concernant :
- a) la mise en place des centres nationaux pour la science et la technologie du développement demandés par le Plan d'action de Lagos;
 - b) l'élaboration des programmes de formation de "technologistes" et non simplement de "techniciens", comme le demande le Plan d'action de Lagos;
 - c) le transfert de technologie effectué dans des conditions générales acceptables par le pays destinataire et dans l'esprit de la stratégie d'autonomie et d'autosuffisance, de façon à mettre en place, sur le plan local, la capacité scientifique et technique préconisée expressément par le Plan d'action de Lagos;
 - d) la création ou le renforcement des centres nationaux d'information technologique réclamés par le Plan d'action de Lagos. L'Organisation et son Centre d'information et de documentation sur les brevets sont mentionnés de façon précise dans le Plan d'action de Lagos; et
 - e) l'élaboration de technologies peu coûteuses pour
 - i) l'agriculture rurale;
 - ii) l'industrie rurale;
 - iii) les transports ruraux;
 - iv) les sources d'énergie : solaire, éolienne, géothermique par exemple, comme le demande le Plan d'action de Lagos.

Le principal moyen d'appliquer ce programme est de créer le Centre d'information et de documentation sur les brevets et d'assurer son fonctionnement. Un plan de travail concernant la mise en oeuvre de ce programme a été préparé pour 1982-1983 et décrit en détail les activités correspondant à cette période qui a d'ailleurs été prolongée jusqu'en décembre 1984.

XIII. L'INSTITUT AFRICAIN DE PLANIFICATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (IDEP)

66. La contribution directe de l'IDEP à la réalisation du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos revêt la forme d'une étude préliminaire de la création d'ici l'an 2000 de la communauté économique africaine préconisée par l'OUA. L'IDEP organise aussi un colloque permanent sur les différentes possibilités d'appliquer le Plan d'action de Lagos auquel des experts et des planificateurs extérieurs du niveau sectoriel, régional et national sont invités à participer. La contribution indirecte de l'IDEP vise à encourager l'élaboration d'une stratégie africaine en matière de recherche économique et de besoins de formation.

XIV. INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DEMOGRAPHIQUES (IFORD)

67. Au cours de la période 1981-1982, la participation de l'IFORD à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos a revêtu un triple aspect : régionalisation de l'Institut, contribution à la formation de personnel et contribution au progrès des connaissances démographiques grâce aux recherches auxquelles il se livre.

68. Conformément aux recommandations du Plan d'action de Lagos selon lesquelles une coopération plus étroite devrait être établie en ce qui concerne le recours aux instituts spécialisés de formation et de recherche, l'IFORD a été entièrement régionalisé à la suite de l'adoption de nouveaux statuts qui prévoient d'une part l'élargissement de son Conseil de direction à tous les pays qui font appel à ses services et d'autre part, le financement de ses activités par tous les Etats membres. La régionalisation de l'IFORD qui est intervenue en 1982 a indiscutablement renforcé son action sur le plan politique et matériel.

69. En matière de formation, l'IFORD a, depuis l'adoption du Plan d'action de Lagos, formé 50 démographes de niveau supérieur qui travaillent déjà à renforcer les structures des études démographiques nationales dans 15 pays d'Afrique. Pendant la même période, l'IFORD a contribué au perfectionnement des démographes participants, en organisant deux cours de recyclage sur le traitement des données du recensement rassemblées dans les années 70 ainsi que sur l'amélioration des techniques de collecte de données.

70. En matière de recherche, les activités ont visé à acquérir une connaissance plus précise des phénomènes démographiques africains. L'IFORD a, notamment, lancé une grande enquête sur la mortalité infantile dans les villes de sept pays africains en vue de déterminer son ampleur et d'en étudier les causes. Parallèlement, l'IFORD lance actuellement un programme d'étude des rapports entre la population et le développement afin de mieux comprendre le rôle des variables démographiques et d'intégrer plus étroitement ces variables dans les plans nationaux de développement.

XV. LE CENTRE AFRICAIN DE RECHERCHE APPLIQUEE ET DE FORMATION EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL (ACARTSOD)

71. Le cadre conceptuel du Centre en matière de développement social et son programme de travail ont été établis de façon à tenir compte des principes et des objectifs du développement auto-entretenu et de la croissance économique autonome. Le Centre s'efforce de contribuer à l'identification et à la formulation de politiques et de stratégies de développement social adaptées à l'Afrique aux niveaux régional, sous-régional et national et de stimuler et renforcer la capacité de développement social de l'Afrique. Le Centre s'efforce aussi de coordonner les programmes de développement social menés en coopération avec d'autres organismes nationaux, sous-régionaux et régionaux dans son domaine de compétence ou bien séparément par ces mêmes organismes.

72. En matière de mise en valeur des ressources humaines, le Centre organise des programmes de formation et des sessions d'étude à l'intention des administrateurs, décideurs, formateurs et autres agents de changement. En 1983 et 1984, le Centre organisera deux programmes de formation destinés à des participants venant de la Jamahiriya arabe libyenne et un programme de formation pour des fonctionnaires francophones de haut niveau, spécialistes du développement social, à Yaoundé (République-Unie du Cameroun).

73. En matière de recherche, le Centre procède à des activités de recherche qui visent à définir de façon plus précise le concept de développement social tel qu'il figure dans le Plan d'action de Lagos. A cette fin, le Centre a lancé deux projets de recherche : le premier concerne la collecte de données sur les organismes de formation et de recherche en matière de développement social et le second celle de données sur les activités de recherche en cours et les systèmes africains de sécurité sociale. Ce second projet comporte la tenue d'un colloque en 1984 sur les systèmes de sécurité sociale en Afrique. Les projets de recherche pour 1984 prévoient aussi une évaluation des stratégies de développement social en Afrique, à la lumière du Plan d'action de Lagos.

74. Le programme de travail du Centre pour 1983 et 1984 prévoit notamment l'organisation d'une session d'étude sur les médias et la société africaine ainsi que d'une session d'étude sur les incidences sociales de la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

XVI. L'ASSOCIATION DE GESTION PORTUAIRE DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE (PMAESA)

75. Pour appliquer les dispositions du Plan d'action de Lagos concernant la mise sur pied du personnel nécessaire dans le domaine de la gestion portuaire, l'Association a demandé instamment que soient créés, à titre prioritaire, des services de formation dans les autorités portuaires des Etats membres de l'Association qui n'en possèdent pas. Les autorités portuaires sont par ailleurs invitées à formuler des politiques de

formation qui se traduiront par la mise en place d'un système de formation systématique. L'Association sollicitera de son côté des bourses de perfectionnement auprès de diverses organisations internationales, la CNUCED, la CEA, l'Organisation maritime internationale et le PNUE en particulier et, en association avec des organismes compétents tels que la CNUCED, organisera des sessions d'étude pour la formation de fonctionnaires appartenant aux Etats membre de l'Association. Dans l'esprit de l'autonomie collective, le Collège Bandari qui relève de l'Autorité portuaire du Kenya sera chargé de répondre aux besoins de formation des Etats membres de l'Association.

76. Afin d'améliorer les communications entre les autorités portuaires des Etats membres de l'Association, les Etats membres sont invités à échanger, par l'entremise du secrétariat de l'Association, des rapports périodiques sur les activités portuaires.

XVII. L'ASSOCIATION DES ORGANISATIONS AFRICAINES DE PROMOTION COMMERCIALE (AOAPC)

77. La contribution de l'AOAPC au Plan d'action de Lagos revêt notamment les formes suivantes :

- a) la publication d'un bulletin d'informations commerciales destiné à porter à la connaissance des Etats membres les nouvelles courantes sur l'évolution des échanges intra-africains;
- b) la publication d'études économiques par pays de ses Etats membres sous le titre : "Perspectives du commerce africain" visant à fournir aux chefs d'entreprises et hauts fonctionnaires des services de promotion commerciale des informations de référence précises et faciles à consulter;
- c) la publication d'annuaires et répertoires des organismes de promotion commerciale en Afrique et des organisations publiques de promotion commerciale des pays africains;
- d) l'organisation, en coopération avec d'autres organismes internationaux, d'un colloque sur "la promotion des échanges par des organisations publiques" auquel participeront les directeurs généraux des sociétés publiques d'import-export des pays africains;
- e) l'organisation, en coopération avec la CEA, d'un colloque pour les directeurs des centres africains de promotion commerciale en vue de coordonner les activités des centres en question et de promouvoir les échanges intra-africains; et
- f) l'organisation, en coopération avec la CEA, d'un colloque et d'un symposium des présidents et secrétaires généraux des chambres de commerce africaines sur le thème : "Les chambres de commerce en tant qu'instrument du développement des échanges intra-africains".